

L'APRÈS COP 15:

Pour préserver la biodiversité, nous devons abandonner notre dépendance aux pesticides

2023/07/04

Le 15 mai dernier, M. Guilbeault, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, lançait des consultations sur l'élaboration de la *Stratégie 2030 pour la biodiversité* du Canada¹ pour faire suite aux promesses formulées dans le cadre de la COP 15 s'étant tenue à Montréal en décembre dernier. Afin de mettre un frein et de remédier à la perte de biodiversité, la cible 7 — beaucoup moins ambitieuse qu'initialement prévu — vise à diminuer de 50 % le risque global lié aux pesticides d'ici 2030.

Alors qu'il y a 60 ans, le livre *Printemps silencieux* de Rachel Carson dénonçait déjà l'utilisation abusive des pesticides et leurs impacts sur la biodiversité, il est consternant de voir que le Canada n'a jamais eu et n'a toujours pas de plan visant la diminution de l'utilisation des pesticides. Malgré un discours prônant la réduction de ceux-ci, leur utilisation n'a cessé d'augmenter au cours des 30 dernières années, notamment dans le secteur agricole. Les herbicides à base de glyphosate (HBG) sont les pesticides les plus utilisés sur la planète ainsi qu'au Canada, où un total de près de 470 millions de kilogrammes y a été vendu entre 2007 et 2018². Les HBG représentaient 58 % des pesticides utilisés dans le secteur agricole au Canada en 2017, particulièrement pour les cultures génétiquement modifiées (GM) et les légumineuses, mais aussi en foresterie. Globalement, les ventes d'herbicides agricoles au Canada ont augmenté de 234 % entre 1994 et 2020³, incluant ceux à base de glyphosate dont les ventes ont augmenté de 51% uniquement entre 2007 et 2017.

Impacts sur la santé des écosystèmes et des populations

Depuis de nombreuses années, les spécialistes soulignent les lourdes menaces pesant sur la biodiversité et notre entrée dans la sixième extinction de masse. Or, les pesticides ont été identifiés comme l'une des causes de l'effondrement rapide et catastrophique du nombre d'espèces animales et végétales. Études après études, le déclin des oiseaux, des pollinisateurs et des insectes est associé à l'utilisation massive

¹ Le ministre Guilbeault lance des consultations sur l'élaboration de la Stratégie 2030 pour la biodiversité du Canada, 15 mai 2023 ([lien](#))

² Bacon, M.-H.; Vandelac, L.; Gagnon, M.-A.; Parent, L. [Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada](#). *Toxics* **2023**,11(2), 121; <https://doi.org/10.3390/toxics11020121>

Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada, *Toxics*, January 2023, Marie-Hélène Bacon and co. ([lien](#))

³ Genetically Modified Crops and Herbicides, CBAN Briefing, March 2023 ([lien](#))

des pesticides qui se retrouvent au nord de l'Arctique jusqu'au fond de la forêt amazonienne. Au Canada, on asperge d'HBG la forêt boréale, lieu de grande biodiversité, malgré les demandes d'arrêt répétées de nombreuses communautés autochtones, et alors même que cette pratique n'est pas nécessaire (comme le démontre l'exemple du Québec qui l'a interdit depuis 2001).

Les objectifs nationaux et internationaux de préservation de la biodiversité ne pourront donc être atteints que si l'utilisation des pesticides est considérablement réduite. Nous pensons que le Canada doit se doter d'une stratégie pour la biodiversité comprenant des objectifs clairs et forts sur ce dossier.

De plus, alors que les effets délétères des pesticides pour les personnes exposées sont très bien documentés dans la littérature scientifique indépendante⁴, une réduction majeure de l'utilisation des pesticides permettrait à la fois de protéger la biodiversité et la santé des populations, faisant ainsi d'une pierre deux coups pour le gouvernement qui a aussi pour devoir de protéger la santé humaine.

Évaluations et utilisations préoccupantes

Il est donc urgent de mettre en place un plan de réduction crédible pour respecter nos engagements de réduction des impacts des pesticides de 50 % d'ici 2030.

Cela doit être accompagné d'une réforme profonde de l'évaluation des pesticides faite par Santé Canada. Cette nouvelle évaluation devra prendre en considération les impacts des formulations commerciales utilisées, et non pas uniquement les ingrédients déclarés « actifs » par les compagnies agrochimiques. Elle devra aussi être basée sur les plus récentes études scientifiques indépendantes revues par les pairs, et non pas majoritairement sur des études confidentielles réalisées par les firmes elles-mêmes.

Cette stratégie doit mettre de l'avant une cible de réduction nationale des ventes de pesticides d'au moins 50 %, comme s'est fixée l'Union européenne en 2020. À cette fin, il importe que toutes les orientations des politiques agricoles canadiennes prennent non seulement en considération ces cibles, mais qu'elles soutiennent et financent des alternatives agricoles intégrant une importante biodiversité (telle l'agriculture biologique) pour permettre aux agriculteur.rice.s de sortir de ce modèle de cultures industrielles basées sur les intrants chimiques. Il faut également accroître le soutien public à la recherche indépendante en agriculture et au transfert de connaissances, qui misent sur des agro-écosystèmes résilients et autonomes et qui ne reposent pas sur le recours accru aux intrants, mais plutôt sur le savoir et les services écologiques.

L'atteinte de ces objectifs ne pourra se faire sans régler le problème majeur de la capture scientifique et réglementaire des agences canadiennes responsables de l'évaluation et de l'encadrement réglementaire des pesticides par l'industrie agrochimique. Tant et aussi longtemps qu'elle existera, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) « favorisera les intérêts commerciaux au détriment des

⁴ INSERM, 2021, www.inserm.fr/expertise-collective/pesticides-et-sante-nouvelles-donnees-2021/

impératifs de santé publique et de protection de l'environnement⁵ ». Cette capture réglementaire s'est récemment illustrée dans le dossier des nouveaux OGM avec la volte-face de la ministre de l'Agriculture, M-C. Bibeau, sur la transparence volontaire finalement accordée aux entreprises de l'agrochimie, ou encore sur celui de la limite maximale des résidus (LMR) que Santé Canada a proposé d'augmenter à la demande des vendeurs de pesticides.

Nous demandons donc à M. Guilbeault une *Stratégie 2030 sur la biodiversité* qui respecte les demandes maintes fois répétées par les scientifiques indépendants, les citoyen.ne.s et les communautés autochtones à travers le Canada. Nous nous souhaitons aussi collectivement que les décisions émanant de cette stratégie soient — enfin — en cohérence avec les intentions énoncées et les engagements pris par le gouvernement canadien devant les 20 000 délégués de plus de 190 pays et États membres à la COP 15.

Signataires:

Thibault Rehn, coordonnateur de Vigilance OGM

Amandine François, coordonnatrice de Victimes des pesticides du Québec

Léon Bibeau-Mercier, agr., président de la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ)

Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon, Collectif de recherche écosanté sur les pesticides, les politiques et les alternatives (CREPPA), UQAM

Maryse Bouchard, PhD, professeure agrégée, Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie et Chercheuse, Centre Hospitalier Universitaire Sainte-Justine

Stéphanie Harnois, spécialiste des communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki

Karelle Trottier, chargée de projet en développement durable et santé environnementale, Réseau des femmes en environnement

Meg Sears, PhD, Prevent Cancer Now

Mary Lou McDonald, présidente, Safe Food Matters

Gaspar Lépine, coordinateur, Union Paysanne

⁵ Bacon, Marie-Hélène, Louise Vandelac, Marc-André Gagnon, and Lise Parent. 2023. "Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada" *Toxics* 11, no. 2: 121. <https://doi.org/10.3390/toxics11020121>

Catherine Lambert Koizumi, directrice générale, Association de gestion halieutique autochtone Mi'gmaq et Wolastoqey (AGHAMW)

Lise Parent, Université TÉLUQ, Collectif de recherche écosanté sur les pesticides, les politiques et les alternatives (CREPPA), UQAM

Diego Creimer, directeur Finance et Biodiversité, Société pour la nature et les parcs - SNAP Québec

Sarah-Katherine Lutz, directrice générale, ENvironnement JEUnesse

Claire Bolduc, agr., ancienne présidente de l'Ordre des agronomes du Québec et préfète de la MRC de Témiscamingue

Chantal Levert, coordinatrice générale, Réseau québécois des groupes écologistes - RQGE

Bernie McKenna, président, Halifax Field Naturalists Society

John Roff, Chair, St Margaret's Bay Stewardship Association

Sydnee McKay, Stop Spraying and Clearcutting Mi'kma'ki (Nova Scotia)

Beth Cranston, responsable communication & réseaux sociaux, Annapolis Waterkeepers

Bev Wigney, Annapolis Environment & Ecology Group

Charlotte Dawe, chargée de campagne conservation et politiques, Wilderness Committee

Bob Bancroft, président, Nature Nova Scotia

Patricia Egli, trésorière, Eastern Shore Forest Watch (ESFW)

AFTER COP 15:

To Preserve Biodiversity, we must abandon our Dependence on Pesticides

2023/07/04

On May 15, Mr. Guilbeault, Canada's Minister of Environment and Climate Change, launched consultations on the development of Canada's '2030 Biodiversity Strategy to follow up on promises made at the COP 15 held in Montreal last December. In order to put a stop to and remedy the loss of biodiversity, target 7 – much less ambitious than initially planned – aims to reduce the global risk linked to pesticides by 50% by 2030.

Rachel Carson's book *Silent Spring* already denounced the misuse of pesticides and their impacts on biodiversity. It is appalling to see that Canada has never had and still does not have plan to reduce the use of pesticides. Despite rhetoric advocating the reduction of pesticides, their use has increased exponentially over the past 30 years, particularly in the agricultural sector. Glyphosate-based herbicides (GBH) are the most widely used pesticides on the planet as well as in Canada, with a total of nearly 470 million kilograms being sold in Canada between 2007 and 2018 ⁷. GBHs accounted for 58% of pesticides used in the agricultural sector in Canada in 2017, particularly for genetically modified (GM) crops and legumes, but also in forestry. Overall, sales of agricultural herbicides in Canada have increased by 234% between 1994 and 2020 ⁸, including those based on glyphosate whose sales have increased by 51% between 2007 and 2017 alone.

Impacts on the health of ecosystems and populations

For many years, experts have been pointing out the serious threats to biodiversity and our entry into the sixth mass extinction. Pesticides have been identified as one of the causes of the rapid and catastrophic collapse in the number of animal and plant species. In study after study, the decline of birds, pollinators and insects is associated with the massive use of pesticides that are found north of the Arctic to the bottom of the Amazon rainforest. In Canada, the boreal forest, a place of great biodiversity, is sprayed with GBH, despite the repeated requests to stop by many indigenous communities, knowing that this practice is not necessary – as demonstrated by the example of Quebec, which has forbidden forestry spraying since 2001.

⁶Minister Guilbeault launches consultations on the development of Canada's 2030 Biodiversity Strategy, May 15, 2023 ([link](#))

⁷ Bacon, M.-H.; Vandelac, L.; Gagnon, M.-A.; Parent, L. [Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada](#) . *Toxics* **2023** ,11(2), 121; <https://doi.org/10.3390/toxics11020121>

Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada, *Toxics*, January 2023, Marie-Hélène Bacon and co. ([link](#))

⁸Genetically Modified Crops and Herbicides, CBAN Briefing, March 2023 (link)

National and international objectives for the preservation of biodiversity can only be achieved if the use of pesticides is considerably reduced. We believe that Canada must adopt a biodiversity strategy that includes clear and strong objectives on the pesticide file.

Moreover, while the deleterious effects of pesticides for exposed people are very well documented in the independent scientific literature⁹, a major reduction in the use of pesticides would both protect biodiversity and the health of populations, thus kill two birds with one stone for the government, which has a duty to protect human health.

Ratings and Uses of Concern

There is an urgent need to put in place a credible reduction plan to meet our commitments to reduce the impacts of pesticides by 50% by 2030.

This must also be accompanied by a profound reform of the evaluation of pesticides carried out by Health Canada. This new evaluation will have to take into consideration the impacts of the commercial formulations used and not only the ingredients declared "active" by the agrochemical companies. This evaluation must be based on the most recent independent scientific studies reviewed by peers, and not mainly on confidential "closed-science" studies carried out by the firms themselves.

This strategy must put forward a national reduction target for pesticide sales of at least 50%, as set by the European Union in 2020. To this end, it is important that all orientations of Canadian agricultural policies not only take these targets into consideration but that they support and finance agricultural alternatives integrating significant biodiversity such as agroecology to allow farmers to get out of this model of industrial crops based on chemical inputs. There is also a need to increase public support for independent research in agriculture, which builds on resilient and self-sustaining agro-ecosystems and which does not rely on the increased use of inputs, but rather on knowledge and ecological services.

Achieving these objectives cannot be done without resolving the major problem of scientific and regulatory capture by the agrochemical industry of the Canadian agencies responsible for the evaluation and regulatory framework of pesticides. As long as it exists, the Pest Management Regulatory Agency (PMRA) "will favor commercial interests over the imperatives of public health and environmental protection" ¹⁰. This regulatory capture was recently illustrated in the file of new GMOs with the about-face of the Minister of Agriculture, M-C Bibeau, on the voluntary transparency finally granted to agrochemical companies, or even on that of the maximum residue limits (MRL) of GBH that Health Canada proposed to increase at the request of pesticide sellers.

We therefore call on Mr. Guilbeault for a *2030 Biodiversity Strategy* that respects the demands repeatedly expressed by independent scientists, citizens and Indigenous communities across Canada.

⁹INSERM, 2021, www.inserm.fr/expertise-collective/pesticides-et-sante-nouvelles-donnees-2021/

¹⁰Bacon, Marie-Hélène, Louise Vandelac, Marc-André Gagnon, and Lise Parent. 2023. "Poisoning Regulation, Research, Health, and the Environment: The Glyphosate-Based Herbicides Case in Canada" *Toxics* 11, no. 2:121. <https://doi.org/10.3390/toxics11020121>

Indigenous Peoples understand the importance of biodiversity - Indigenous Knowledges expresses the importance of interconnectivity and interrelationality with all life. Scientific knowledge is coming to the same understanding, and Canadian citizens are now calling upon our government to show it also understands the importance of biodiversity to our well-being.

We collectively hope and expect that the decisions resulting from this biodiversity strategy will be consistent with the stated intentions and commitments made by the Canadian government before the 20,000 delegates from more than 190 countries and Member States at COP 15 .

Thibault Rehn, Coordinator of Vigilance OGM

Amandine François, Coordinator of Victime des pesticides du Québec

Léon Bibeau-Mercier, agr., President of the Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ)

Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon, Collectif de recherche écosanté sur les pesticides, les politiques et les alternatives (CREPPA), UQAM

Maryse Bouchard, PhD, Associate Professor, Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie et Chercheuse, Centre Hospitalier Universitaire Sainte-Justine

Stéphanie Harnois, communications and public affairs Specialist at the David Suzuki Foundation

Karelle Trottier, Project Manager in sustainable development and environmental health at Réseau des femmes en environnement

Mary Lou McDonald, President, Safe Food Matters Inc.

Meg Sears PhD, Chair, Prevent Cancer Now

Gaspar Lépine, Coordinator of the Union Paysanne

Catherine Lambert Koizumi, General Director of Association de gestion halieutique autochtone Mi'gmaq et Wolastoqey (AGHAMW)

Lise Parent, Université TÉLUQ, Collectif de recherche écosanté sur les pesticides, les politiques et les alternatives (CREPPA), UQAM

Diego Creimer, Finance and Biodiversity Director, Société pour la nature et les parcs - SNAP Québec

Sarah-Katherine Lutz, General Director of ENvironnement JEUnesse

Claire Bolduc, agr., former President of the Ordre des agronomes du Québec and Prefect of the MRC de Témiscamingue

Chantal Levert, Coordinator of the Réseau québécois des groupes écologistes - RQGE

Bernie McKenna, President of the Halifax Field Naturalists Society

John Roff, Chair, St Margaret's Bay Stewardship Association

Sydnee McKay, Stop Spraying and Clearcutting Mi'kma'ki (Nova Scotia)

Beth Cranston, Communications & Social Media Manager, Annapolis Waterkeepers

Bev Wigney, Annapolis Environment & Ecology Group

Charlotte Dawe, Conservation and Policy Campaigner, Wilderness Committee

Bob Bancroft, President, Nature Nova Scotia

Patricia Egli, Treasurer, Eastern Shore Forest Watch (ESFW)